

**Discours du Président Houari BOUMEDIENNE, prononcé
le 20 octobre 1969 à Alger, lors de l'ouverture
de la deuxième conférence des ambassadeurs
algériens.**

Chers frères membres du Conseil de la Révolution et du gouvernement,

Chers frères ambassadeurs,

Je suis heureux de vous souhaiter — à mon tour — la bienvenue en votre pays, à l'occasion de cette rencontre qui revêt d'autant plus d'importance qu'elle se situe à quelques jours du quinzième anniversaire de notre glorieuse Révolution.

La conférence qui nous réunit aujourd'hui doit nous permettre de procéder à une évaluation des réalisations intervenues sur le plan extérieur, à partir du redressement radical dont notre pays a été le théâtre depuis le sursaut du 19 Juin 1965.

En effet, nombreux ont été ceux qui se sont interrogés à propos de ce qui fait l'objet de notre réunion et de nombreuses questions ont été émises à ce sujet. Le motif de ces préoccupations qui ne nous ont pas échappé, a été que — mise à part la conduite des affaires courantes — nous n'avons pas mené — jusqu'à présent — une action globale ni effectué une réestimation d'ensemble en ce qui concerne le domaine extérieur.

La raison est bien simple et son évidence est parfaitement connue : nous avons jugé qu'il fallait entreprendre d'abord ce qui est primordial avant de passer au stade de ce qui est important.

Dans notre optique, comme dans celle du Pouvoir révolutionnaire, le primordial consistait, au lendemain du 19 juin 1965, à instaurer la sécurité et la stabilité sur l'ensemble du territoire.

Le redressement du 19 Juin a permis — en effet — de mettre fin à l'anarchie et au chaos qui s'étaient installés dans notre pays et de garantir désormais la sécurité totale des personnes et des biens. Il nous a ouvert, également, la voie vers l'édification de l'Etat, je veux dire d'un Etat algérien moderne qui réponde aux objectifs de notre peuple, à ses acquis révolutionnaires et à ses options fondamentales.

Un autre problème non moins aigu devait bénéficier — à notre sens — d'une solution aussi urgente que le rétablissement de l'ordre et de la confiance parmi le peuple : l'organisation de notre économie et l'assainissement des finances publiques. C'est là, d'ailleurs, un

problème dont vous saisissez peut-être mieux que d'autres les implications par rapport à la politique d'un pays appartenant — de surcroît — au Tiers-Monde, lequel hésite encore entre l'affirmation de sa propre personnalité et la dépendance plus ou moins marquée à l'égard de l'étranger.

Il nous fallait donc dès l'abord procéder à un réexamen profond de notre situation générale afin de pouvoir accorder la priorité totale aux problèmes intérieurs, et de faire en sorte que ce soit notre politique externe qui soit le reflet de notre politique interne et non l'inverse comme cela prévalait avant le 19 Juin.

Je ne crois pas me tromper en disant que la grande majorité de nos ambassadeurs pensaient alors que c'était la politique extérieure qui devait prendre le pas sur la politique intérieure. Il nous fut aisé de démontrer qu'une politique fructueuse devait prendre en considération — avant tout — la solution des problèmes intérieurs et que l'action entreprise à l'extérieur ne pouvait être que le miroir de l'action interne.

A partir de cette conception, nous devons nous préoccuper en premier lieu des affaires de l'Etat et de son organisation, sans pour autant négliger — tant s'en faut — un secteur parmi les plus sensibles, à savoir le secteur financier et économique. Ce faisant nous donnions à l'Etat algérien, à la révolution et au Pouvoir révolutionnaire les moyens adéquats d'une politique extérieure conséquente.

Ces préoccupations et cette progression dans l'action qui précèdent d'une politique rigoureuse et répondent à une option et à un processus clairs et précis ont imposé au Pouvoir révolutionnaire d'accorder l'attention la plus exigeante aux problèmes d'ordre intérieur.

Ce choix nous était dicté par notre propre expérience et par ce que nous constatons et que nous ne cessons de constater ailleurs dans le monde.

Il est de fait qu'il y a des Etats, des gouvernements, des régimes politiques dans ce qu'il est convenu d'appeler Tiers-Monde, ou monde sous-développé ou monde en voie de développement, il existe, dis-je, des orientations politiques qui ne sont en fait que la traduction de ce que nous avons nommé « politique de la fuite en avant », autrement dit de la fuite devant les problèmes quotidiens, les problèmes graves tels que le développement économique et l'édification. C'est cela, précisément, qui a incité beaucoup de régimes en place à rechercher la solution de leurs difficultés à l'extérieur.

En vérité, si nous venions à examiner cette question en détail — et il est possible qu'elle le soit au cours de vos présents travaux — je suis convaincu par avance que notre conclusion unanime serait que la solution ne peut être trouvée à l'extérieur, et qu'elle ne réside pas dans la « fuite en avant » ni dans le nombre de déplacements à l'étranger et autres expédients aléatoires. La véritable solution des

problèmes qui se posent aux Etats sous-développés consiste à faire face avec lucidité et détermination aux réalités quotidiennes affrontées par leurs peuples, et à leur dégager les solutions efficaces.

Dégager les solutions valables aux problèmes d'organisation, de promotion économique, culturelle et technique, tel est en réalité le critère d'une politique authentique pour un Etat qui se respecte.

Pour avoir perdu de vue cette vérité fondamentale, beaucoup de régimes se sont effondrés, et ils l'ont été le plus souvent avec une facilité déconcertante. Il ne pouvait d'ailleurs en être autrement, étant donné que ces régimes qui existaient et qui étaient considérés même comme progressistes, voire révolutionnaires, n'avaient pas d'assises authentiques et fortes, celles-ci ne pouvant être que nationales.

Ce sont là, certains des traits essentiels de notre doctrine relative aux options et aux objectifs prioritaires.

Vouloir assumer un rôle dans le monde — particulièrement quand ce rôle se veut être d'avant-garde — sans avoir dégagé au préalable les véritables solutions à un problème intérieur tel que le problème financier par exemple, relève, à mon sens, de l'aberration. Ambitionner de jouer un rôle sur le plan extérieur, sans avoir résolu de façon radicale, ses propres problèmes économiques, c'est, selon moi, une démarche en totale contradiction avec la réalité internationale, puisqu'il est établi qu'une dépendance économique et financière d'un Etat donné par rapport à d'autres Etats, se traduit toujours par une aliénation politique.

C'est pourquoi le Pouvoir révolutionnaire a choisi d'accorder toute son attention aux problèmes intérieurs.

Votre présente réunion anticipe, à vrai dire, sur le rendez-vous national du 30 octobre prochain, au cours duquel nous aurons l'occasion de nous étendre plus à loisir sur les réalisations enregistrées par notre pays dans le domaine intérieur.

Je pense aussi que votre conférence est éminemment propice, car beaucoup d'entre vous ont été appelés — de par la nature de leur mission, à vivre assez longtemps éloignés des réalités nationales. Cet éloignement des réalités nationales et des difficultés quotidiennes rencontrées par le pays, peut à la longue engendrer un certain clivage, pour ne pas dire un déphasage certain par rapport au fait national.

Vous aurez également l'occasion de rencontrer les cadres nationaux, de faire avec eux le bilan des concrétisations de ces dernières années et d'étudier les tâches qui restent à accomplir.

Telle est la voie que nous avons suivie jusqu'à présent et nous n'y dérogerons point.

Nous réaffirmons que la politique extérieure de l'Algérie doit être le reflet authentique de sa politique intérieure, et que la première, doit découler en toute logique de la seconde. Ce qui ne veut nullement

dire que nous n'accordons aucune importance à la conjoncture et aux problèmes internationaux, ni à la collectivité humaine à laquelle nous appartenons. C'est simplement un principe essentiel — parmi tant d'autres — que nous avons proclamé en 1965, lorsque nous avons déclaré notre ferme détermination de rejeter la politique du pire et de la démagogie, celle de la « fuite en avant » et des vaines tentatives de camoufler les problèmes internes par une « activité débordante » à l'extérieur.

Ce fut un redressement décisif pour ce qui nous concerne, en même temps qu'un nouvel élan dont les prémices sont d'ores et déjà aussi évidents que prometteurs.

En abordant maintenant un autre thème, celui-là même qui fait l'objet de cette rencontre, à savoir l'appréciation de notre politique étrangère, je dirai tout d'abord que celle-ci repose sur le principe de l'indépendance nationale. J'entends par-là l'indépendance nationale qui vise à faire de l'univers tout entier — jour après jour — une seule communauté, et une communauté équilibrée.

Car nous croyons que l'indépendance nationale ne doit pas être synonyme d'isolement et de repli sur soi, et qu'elle doit en outre s'inspirer d'un autre principe, celui qui consiste à compter avant tout sur soi-même et sur les possibilités nationales.

L'indépendance nationale telle que nous la concevons, c'est aussi le fait d'interdire à toute puissance étrangère, quelle que soit sa position, de peser sur nos décisions ou sur notre politique.

Pour notre pays, l'indépendance nationale signifie donc le refus de toute immixtion dans nos affaires et de toute tentative d'influencer notre politique et nos décisions tant dans le domaine intérieur qu'extérieur.

L'indépendance nationale représente pour notre pays, pour notre peuple et notre Révolution un idéal des plus sacrés que nous nous devons de consolider et de sauvegarder.

En tant qu'anciens militants, que ce soit sur le plan de la lutte politique ou de celui de la lutte armée, vous savez que notre peuple a payé le tribut le plus lourd pour reconquérir son indépendance et sa souveraineté. Il a acquis de ce fait le droit d'exiger du Pouvoir révolutionnaire qu'il respecte sa lutte sacrée et ses immenses sacrifices.

Le Pouvoir révolutionnaire n'étant pas autre chose que l'émancipation fidèle de la volonté du peuple algérien, il est résolu à respecter l'indépendance de notre pays et à faire en sorte qu'elle soit totale. C'est pour cela que nous n'admettons aucune intervention, ni aucune influence extérieure sur notre politique tant intérieure, qu'étrangère.

Toutes les décisions que nous avons prises, ou que nous prendrons à l'avenir, ne sauraient avoir d'autre source que l'intérêt supérieur de notre pays et de notre Révolution.

C'est là, le sens que nous donnons à l'indépendance nationale, et il est aisé de constater qu'il n'implique aucun isolement ni repli sur soi-même.

Nous vivons dans un monde évolué et nous accordons la considération voulue à cet état de fait et à ce contexte. Nous sommes prêts à coopérer avec tous ceux qui voudraient coopérer avec nous, mais nous refusons toute aumône ou autre aide, car en réalité, ni notre pays, ni notre Révolution n'en ont besoin.

C'est à dessein que nous utilisons depuis des années le vocable de « coopération » et que nous essayons de bannir de notre langage le mot « assistance ».

Car il n'est pas d'assistance sans contrepartie, et nous voulons que nos relations avec les pays amis et avec tous les pays qui voudraient coopérer avec nous, soient établies sur la base de la coopération fructueuse et profitable à tous les partenaires.

Je réaffirme donc, que l'indépendance nationale est un principe sacré qui doit tenir compte de la collectivité au sein de laquelle nous vivons. Nous demeurons ouverts à la coopération avec ceux qui envisagent de l'établir avec nous sur la base de l'intérêt réciproque.

Nous estimons que les rapports qui se sont noués entre d'autres Etats et nous-mêmes doivent être soumis à ces deux impératifs : le respect de l'indépendance et de la souveraineté des deux parties, ce qui implique la non-immixtion dans les affaires intérieures du partenaire et l'abstention d'influencer d'une part sa politique intérieure ou extérieure et le principe de la coopération fondée sur l'intérêt mutuel d'autre part.

Nous évaluons l'importance des liens qui nous unissent à chaque Etat selon ce critère de base.

Nos meilleurs amis sont ceux qui œuvrent en vue d'une coopération désintéressée et sans arrière-pensée avec notre pays.

Telle est notre conception de nos rapports avec n'importe quel Etat. Nous voulons que nos relations avec tout partenaire s'inspirent de ces principes et d'autres que je citerai plus loin.

Cela revient à dire que notre diplomatie et notre politique étrangère doivent être objectives, saines et non sentimentales.

Chacun sait que l'Algérie est un pays progressiste qui a choisi la politique socialiste comme moyen de résoudre les graves problèmes auxquels il s'est trouvé confronté après l'indépendance et qu'il n'a pas encore résolu entièrement. Chacun sait également que notre pays a choisi de compter avant tout sur lui-même pour régler ses problèmes.

Tout le monde est aujourd'hui convaincu que notre pays a choisi, en ce qui le concerne, de respecter le principe de la coopération désintéressée. Ceci m'amène à évoquer la politique des blocs et des

bases militaires, laquelle ne saurait en aucun cas servir les intérêts d'un pays donné, et à rappeler à ce sujet un autre principe fondamental, celui de l'attachement à l'indépendance nationale.

Vue sous l'angle national, nous pouvons avancer que la politique des blocs et des bases militaires, ne sert aucunement l'intérêt des peuples qui n'en éprouvent nul besoin. Ces peuples ou plus spécialement ceux du Tiers-Monde, les peuples en voie de développement, ont plutôt besoin d'une collaboration sincère et désintéressée, d'une coopération profitable et dénuée de toute forme d'exploitation.

Nous disons que la politique des alliances et des bases militaires qui tend à diviser l'Univers en zones d'influence et en « chasses gardées », n'est pas faite pour servir la cause des peuples qui aspirent à une vie meilleure et à une liberté plus complète.

Il existe, d'ailleurs, différents aspects de cette division de l'Univers, tels que l'établissement des alliances et des bases militaires, le sillonnement des mers par les escadres de guerre etc...

Il est regrettable, toutefois, que les uns et les autres n'aient point réduit la misère du monde déshérité, mais qu'ils aient au contraire aggravé son dénuement et ses difficultés.

C'est là une vérité qu'il importe de considérer en toute objectivité.

Indépendance nationale, coopération désintéressée et ouverte à tout le monde sur des bases claires et consistant essentiellement dans la non-immixtion et dans le respect de la souveraineté des partenaires, rejet de la politique des blocs et des bases militaires, refus également de l'exploitation économique du Tiers-Monde par le biais du commerce extérieur, par le truchement du capital international ou de la vente de ce qu'on appelle la technologie, tels sont les impératifs que notre pays doit défendre et respecter dans le but de contribuer à l'établissement de liens internationaux qui profitent à toutes les parties au lieu d'enrichir davantage les pays nantis en appauvrissant de plus en plus les pays démunis.

Dans ce même domaine de la politique étrangère, les options de notre pays, notre politique d'avant-garde telle qu'elle est exposée auprès des instances internationales, le long passé de lutte du peuple algérien, tous ces facteurs nous ont imposé d'adopter une position de soutien sans équivoque à l'égard de toutes les causes justes dans le monde.

Car, il est bien évident que la cause de la liberté est une et indivisible. Notre peuple connaît pour sa part, la valeur de la véritable liberté, parce qu'il a souffert de l'oppression, de la domination et de l'exploitation coloniale.

Aussi, la politique de notre pays consiste tout naturellement à apporter notre appui à toutes les causes justes à travers le monde, tant en Afrique qu'en Orient arabe, en Asie et en Amérique latine.

En accordant notre soutien à ces causes légitimes, nous avons conscience de demeurer fidèles à notre passé et aux grands sacrifices que notre peuple a consentis tout au long de sa lutte contre la domination étrangère.

Voilà énoncées, chers frères, les grandes lignes de ce que je considère personnellement comme les fondements de notre politique extérieure, cette politique que nous devons consolider et que nos ambassadeurs doivent concrétiser à l'étranger, afin que règnent à travers le monde la sérénité et la stabilité et afin que s'établissent des rapports nouveaux entre les collectivités internationales qui tendent de plus en plus à devenir une seule et même communauté.

Après l'énoncé de ces principes généraux, il est temps d'examiner en détail les relations que notre pays entretient avec des parties précises, que ce soit dans la zone géographique proche de notre territoire, ou dans une aire régionale encore plus vaste, ou encore dans notre continent et dans le monde.

Pour ce qui est de la région où nous nous trouvons, c'est-à-dire le Maghreb arabe, nous avons également recherché l'application des principes que je viens de rappeler.

Notre politique à l'égard du Maghreb arabe a été et reste une politique réaliste, qui considère les problèmes d'avenir comme étant des problèmes vitaux et essentiels, tout en ne négligeant pas pour autant les problèmes du passé, ou plus exactement les séquelles héritées du passé.

Nous pensons, pour notre part, que ces derniers sont secondaires, et qu'en tant que tels, ils ne doivent pas entraver l'évolution et le développement des relations entre les pays du Maghreb arabe.

Les peuples qui composent ces pays n'en sont en réalité qu'un seul. Il n'en est pour preuve que l'histoire et la géographie communes, et jusqu'aux traditions et à l'interprétation qui sont autant de facteurs corroborant cette vérité que je rappelle aujourd'hui devant vous.

Nous avons toujours suivi à cet égard la même politique et nous continuons à la suivre et à la prôner. Nous voulons que notre région soit une région de sécurité, de stabilité et de paix, qu'elle se situe hors des alliances et des bases militaires et que les relations qui unissent ses membres soient édifiées sur la base de l'intérêt de chacun d'entre eux.

Telle est notre politique à l'endroit du Maghreb arabe, et tels en sont les principes.

Nous nous abstenons de nous immiscer dans les affaires d'autrui, dans les affaires de nos voisins, car il s'agit pour nous de peuples frères, de peuples conscients et tout ce qui est problème interne les intéresse en premier lieu avant que d'intéresser l'Algérie.

Nous pouvons dire, à l'occasion de votre réunion, que le climat du Maghreb arabe s'est considérablement amélioré et que nous sommes sur le point d'entrer dans une nouvelle phase.

Les problèmes qui semblaient auparavant complexes et quasiment insolubles sont désormais en voie d'être réglés et nous pouvons dire que l'année 1969 fut très importante pour l'évolution des rapports entre les pays du Maghreb arabe.

Les points de friction ont totalement disparu, l'atmosphère de suspicion et de méfiance s'est enfin assainie.

Au cours des rencontres qui ont eu lieu entre les responsables, tous les problèmes ont été exposés et examinés.

Nous sommes, aujourd'hui, convaincus que grâce à la compréhension des dirigeants de notre région et de ses responsables, grâce aussi au soutien des peuples du Maghreb arabe, à l'élévation au niveau des responsabilités qui nous sont confiées et à la prise en considération de la politique de coopération dans tous les domaines, la zone du Maghreb arabe connaîtra au cours des prochains mois et des prochaines années une grande mutation et un essor nouveau.

Cette évolution est due essentiellement au fait que les actions et les décisions des dirigeants maghrébins reflètent plus de sagesse et de lucidité à l'égard des questions qui intéressent l'avenir de nos peuples et qui sont comme je viens de le dire, des questions essentielles et vitales si on les compare aux séquelles du passé, lesquelles s'estompent de plus en plus et finiront pas s'éclipser un jour.

Parler du Maghreb arabe nous amène à aborder l'aile orientale de la partie arabe.

A ce propos, je voudrais souligner que l'établissement d'une coopération à l'échelle du Maghreb arabe ne signifie nullement l'institution d'un bloc politique dont les intérêts se trouveraient en contradiction avec ceux d'un autre bloc du monde arabe. Nous savons parfaitement que nous sommes, de part notre histoire, notre culture et notre civilisation arabe et musulmane, une seule et même nation, une partie intégrante d'une communauté qui a joué un rôle historique parmi les civilisations mondiales.

Cette mise au point doit suffire à réfuter certaines interprétations de mauvaise foi. Je réaffirme que la recherche d'une coopération dans le cadre du Maghreb arabe ne traduit aucunement notre intention de former un nouveau bloc politique qui serait dirigé contre l'aile orientale de notre patrie arabe, et n'est pas non plus une tentative de nuire aux intérêts arabes ou de nous désintéresser des causes arabes qui sont, en fait, nos causes.

Cette action repose sur des principes et répond à des objectifs assez clairs. Tout ce qui a été avancé à ce propos, ou qui le sera à l'avenir, ne saurait être qu'une exégèse fantaisiste voire un simple mensonge.

J'exprime ici, le point de vue du gouvernement et du Pouvoir révolutionnaire de l'Algérie.

Evoquer la patrie arabe, particulièrement dans les circonstances graves qu'elle traverse de nos jours, nous dispense de disserter sur son histoire ou sur ces différences d'ordre idéologique ou autre.

Ce qui nous intéresse dans l'aile orientale de la patrie arabe, c'est le grave problème vécu actuellement par toute la Nation arabe, à savoir le drame douloureux du peuple palestinien, l'agression et l'occupation des territoires arabes par les sionistes.

Sur ce plan, notre politique clairement définie se fonde sur une analyse objective des facteurs qui ont été à l'origine de l'usurpation de la Palestine, puis de l'occupation de nouveaux territoires arabes. Elle procède également de notre histoire qui demeure présente dans nos mémoires, tant il est vrai que chaque pays est guidé dans ses entreprises et dans son style d'action, à la fois par ses propres intérêts, par l'intérêt général, la situation internationale et enfin son optique particulière.

C'est le plus souvent à partir de son expérience particulière que ce pays définit les solutions adéquates. Sa propre expérience a démontré en effet, à l'instar de beaucoup d'autres expériences, qui se sont déroulées à travers le monde, en Afrique, en Asie, en Amérique latine, que de telles causes ne se résolvent pas par les moyens habituels, parce qu'elles sont elles-mêmes exceptionnelles. Tenter de leur appliquer des solutions conventionnelles représente, à notre sens, une erreur et un choix à la fois irrationnel et inefficace. Les causes graves et qui sortent de l'ordinaire nécessitent des solutions à la mesure de leur gravité. Ceci revient à dire que le problème de l'occupation étrangère ne peut se régler que par la lutte, même si cette lutte doit être violente et armée.

Nous avons essayé dans notre pays, d'employer la lutte armée au lendemain même de notre occupation, mais la conjoncture mondiale était à l'époque plus favorable au colonialisme qu'aux mouvements de libération.

Nous avons tenté par la suite d'utiliser les méthodes pacifiques, nous avons sollicité le colonialisme à maintes reprises, mais ni nos demandes, ni nos démarches variées n'ont eu de résultat. En fin de compte, nous fûmes obligés de suivre la seule voie efficace, celle de la lutte armée.

Nous avons tenu ces propos avant le 5 juin 1967, et plus exactement le 4 du même mois.

Nous les avons réaffirmés le 9 juin 1967, c'est-à-dire quelques jours à peine après la défaite que nous n'attendions pas et que nous n'imaginions même pas. Nous avons souligné ces mêmes vérités devant le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale de l'O.N.U., après que notre peuple les eut lui-même éprouvées dans maintes circonstances historiques.

C'est pourquoi nous pensons que la lutte est inéluctable et qu'il est indispensable d'entrer dans la bataille.

D'aucuns préconisent de mettre un terme à cette bataille. Je dis, quant à moi, qu'il faut au contraire l'amplifier d'avantage. car sans l'escalade de la lutte armée, il ne peut y avoir de solution honorable et satisfaisante ni pour les Palestiniens, ni pour les Etats arabes dont les territoires sont occupés.

Il faut, cependant, qu'il soit bien clair que nous ne faisons point de la surenchère politique gratuite, ou que nous versions dans l'extrémisme, puisque les faits ont prouvé que toutes les autres méthodes se sont révélées sans effet.

Plus de deux années se sont écoulées depuis la défaite et l'ennemi occupe toujours nos territoires, sans que nous n'arrivions à trouver une solution à cette situation.

Cette orientation n'a rien à voir avec l'extrémisme, dont l'Algérie n'a nullement besoin. Cette accusation d'extrémisme nous a été déjà lancée durant notre guerre de libération. L'on prétendait que nous rejetions la négociation, alors qu'en réalité, ce que nous rejetions n'était qu'un simulateur d'indépendance. L'histoire a d'ailleurs démontré que les résultats obtenus étaient à la mesure de nos sacrifices.

Nous ne demandons pas à nos frères arabes d'entreprendre une action que nous n'ayons déjà accomplie nous-mêmes.

Je me dois de vous souligner cela avec franchise, en raison des spéculations et commentaires malveillants de ceux qui, à aucun moment, n'ont eu à cœur le bien-être de l'Algérie.

Notre politique n'est point extrémiste, et les exemples sont nombreux pour le démontrer. Il me plaît de citer toujours en exemple le plus vaillant peuple du monde, je veux citer le peuple vietnamien frère, dont la patrie a été agressée et qui sacrifie des centaines de milliers de ses fils, refusant à jamais de se soumettre.

Au cours de nos entretiens avec eux, les représentants de ce peuple, du Nord comme du Sud, nous ont affirmé cette ferme détermination, conscients qu'il s'agit là d'une question de dignité et d'existence.

Si nous avons, chers frères, clamé ces principes avant comme après le revers de juin, cela ne signifie nullement que nous suivons une politique extrémiste. Nous estimons seulement que jusqu'à présent, aucune autre solution que celle de la lutte armée n'est valable. Je réaffirme cela pour qu'il n'y ait pas d'équivoque dans notre politique. Tout ce que je souhaite, et vous m'approuverez, c'est qu'il y ait une solution honorable qui permette aux Arabes de recouvrer leur dignité et aux Palestiniens leurs droits légitimes sans effusion de sang. Cependant, une telle solution existe-t-elle vraiment ? C'est pourquoi, épris de paix, notre réalisme ne nous dicte pas moins

de ne céder jamais les droits fondamentaux de notre pays. Jalouse de son intégrité territoriale, l'Algérie l'est également de celle de tous les pays arabes.

A nos frères arabes, qui nous ont soutenu durant notre guerre de libération, nous tenons à exprimer notre assurance quant à notre position franche et courageuse à l'égard de leur juste cause, même si nous nous trouvons à quelque quatre mille kilomètres de distance. Nul doute que si nous étions frontaliers nous ne serions pas restés en marge des combats. Mieux encore nous aurions eu d'autres devoirs.

Durant notre guerre de libération, nous n'avions sollicité qu'une aide matérielle. Pour ce qui est de l'élément humain, nous avons pensé que c'était aux Algériens d'affronter la mort avant quiconque. Ce sont là des conditions historiques, sur lesquelles nous ne pouvons pas nous permettre d'ouvrir un dialogue. Je tiens à dire cela afin de lever toute équivoque concernant notre position, qui a été dernièrement l'objet de rumeurs dans certains milieux. Il n'est point nécessaire de rappeler que la question palestinienne est pour nous une question sacrée. Pour recouvrer sa dignité, le peuple palestinien a droit à notre soutien moral, politique et matériel. Nous avons plus d'une fois déclaré, même si nos propos ont déplu à certains d'entre nous, que nous nous opposons à tous ceux qui œuvrent à disperser ou à diviser les Palestiniens.

Etant en vérité une seule nation, nous nous devons de combattre ensemble le danger qui nous menace.

Depuis que les fidayine ont entrepris leurs activités, des forces obscures travaillent dans l'ombre, avec pour but non pas l'unité des Palestiniens, mais la prolifération de groupuscules, dont vous apprenez chaque semaine la création et la participation aux opérations.

Durant notre guerre de libération, nous avons refusé l'existence de toute organisation parallèle, qui n'eût été rien d'autre qu'une trahison. Il en est de même pour les Palestiniens : demeureront-ils l'objet d'exploitation, de surenchères politiques et de dispersion ? d'autres responsabilités, combien plus louables, appellent pourtant ces forces obscures à ne prendre en considération que l'unité du peuple palestinien.

Un tel principe a été réaffirmé pour ce qui est de la politique arabe que nous menons. Nous nous devons de le rappeler encore une fois aujourd'hui non seulement dans l'intérêt de l'Algérie mais de celui de la cause palestinienne et arabe.

Nous ne cessons de proclamer en effet que la bataille est une, que nous luttons tous pour une même cause tant il est vrai que si un malheur touchait certains, il serait partagé par tout le monde.

C'est pourquoi il est impensable que le peuple palestinien endure les affres de la guerre avec toutes ses conséquences alors que tel peuple ou tel gouvernement cherche à rester en dehors de la tourmente.

Aussi, les heurts qui se produisent entre fidayine et certaines unités arabes sont inadmissibles du fait même de leur particulière gravité. Les armes ne devront être utilisées que sur le terrain où le véritable combat est engagé. Nul n'a le droit en effet d'intimider ou d'expulser les fidayine, les sionistes suffisent amplement à cette besogne.

Tels sont les principes qui régissent notre politique arabe et telles en sont les grandes lignes.

Pour résumer notre position, qu'il nous suffise de dire qu'il faut renforcer l'action des fidayine, et les aider de telle sorte qu'ils constituent un seul mouvement et soient à même d'opérer à partir des bases qui ne peuvent être en tout état de cause situées que dans les pays arabes limitrophes.

Nous avons, en ce qui nous concerne, agi, dans un passé récent de la même manière. Nous avons opéré à partir des pays voisins tels que la Tunisie, le Maroc, la Libye et le Mali.

L'utilisation de ces pays comme arrières bases était fondée essentiellement sur le fait que nous affrontions le même adversaire.

La position de l'Algérie par rapport au problème des territoires occupés est tout aussi claire.

Point n'est donc besoin de réaffirmer que seule l'intensification de la lutte armée peut aboutir à une véritable solution.

Nous n'avons du reste, plus rien à perdre du fait même que la dignité de la Nation arabe a été bafouée, dignité qui n'a pas de prix et que nous nous devons de restaurer.

Notre politique, en dehors du Monde arabe, est comme par le passé une politique de soutien aux mouvements africains de libération et ce, jusqu'à ce que notre continent recouvre sa liberté totale.

Bien qu'au cours de ces dernières années, le colonialisme ait relâché l'emprise qu'il exerçait sur le continent africain, il n'en continue pas moins à dominer et à contrôler certains secteurs économiques vitaux.

Force nous est donc de constater que cette mainmise du colonialisme est de nature à entraver, à l'heure actuelle, toute action visant à instaurer une véritable coopération entre les pays africains.

L'organisation de l'Unité Africaine a, certes, voulu remplir son rôle non seulement vis-à-vis des problèmes graves mais aussi vis-à-vis des problèmes politiques sur lesquels une certaine unanimité s'est vite dégagée. C'est peu par rapport à ce qu'attendent les peuples africains de la part de leurs gouvernements.

L'établissement d'une coopération véritable et la poursuite d'une politique devant mener à une certaine unité africaine sont liées à la nécessité de libérer l'économie africaine. Tant que l'économie des

pays africains reste dépendante des pays anciennement colonisateurs, cela constituera toujours une barrière dangereuse empêchant les relations d'évoluer favorablement et de se développer. Vous avez constaté vous-mêmes que lorsqu'un Africain se déplace d'un pays africain à un autre, il doit nécessairement transiter par Paris ou Londres ou quelque autre capitale européenne. Tout en précisant qu'il s'agit d'aborder les relations interafricaines, et non de discuter de questions propres à chaque pays africain, nous exprimons le souhait pour l'établissement d'une véritable coopération dans différents domaines. Mais chaque fois que nous avons essayé d'entamer l'application de cette coopération, nous nous sommes heurtés à cette vérité amère que constitue le capital étranger, qui domine l'économie de l'Afrique.

Voilà pour ce qui est de l'Afrique d'une façon générale. En ce qui concerne les mouvements de libération, notre action se situe sur un double plan : au sein de l'O.U.A. d'une part et individuelle d'autre part.

L'Algérie estime qu'il est de son devoir d'aider et de soutenir les peuples africains qui sont toujours sous le joug du colonialisme et du racisme démoniaque. Telle est, chers frères, notre politique en Afrique.

Est-il besoin de réaffirmer la position de l'Algérie sur l'un des plus graves problèmes de l'heure, le problème vietnamien ? Nous avons pris pour principe d'accorder notre soutien total, tant diplomatique que politique, à ce vaillant peuple qui a su donner le meilleur exemple de sacrifice et de bravoure. Le combat du peuple vietnamien, que d'aucuns considèrent comme un affrontement entre les forces de l'heure, est pour nous celui du Tiers-Monde. Pour le Tiers-Monde, ce combat consiste en une recherche commune d'une solution à ce problème. La manière dont celui-ci sera résolu aura de profondes répercussions sur la politique de certains pays d'Afrique et d'Asie.

Notre appui à la lutte du peuple vietnamien est un appui à une lutte qui ne diffère en rien de celle que nous sommes en train de mener pour affirmer notre personnalité et écarter les pressions étrangères.

C'est là, chers frères, un aperçu global de notre politique. Cependant, je voudrais aborder le rôle du Tiers-Monde à l'égard de l'antagonisme mondial et des forces de l'heure, pour dire que la situation a sensiblement changé, car nous sommes maintenant loin des années de la Conférence de Bandoeng et de la réunion de Belgrade. D'autres facteurs sont apparus en politique internationale, qui rendent stérile la politique du neutralisme si celle-ci ne repose pas sur des bases nouvelles.

Nous avons vécu une expérience amère lors de la dernière réunion sur le commerce extérieur, au cours de laquelle il nous a été donné de constater réellement que nous étions incapables de peser de tout notre poids sur la situation dans le monde et l'espoir qui était né en Algérie s'est éteint à New-Delhi. C'est pourquoi, tout en appuyant toute

initiative dans le cadre très vaste du Tiers-Monde, nous tenons à préciser que toute action entreprise doit reposer sur des bases solides, celles dont je vous ai entretenu au début de mon exposé. Toute réunion qui ne prendrait pas en considération les problèmes cruciaux, tels que ceux de la libération en Afrique, de la Palestine, des territoires arabes occupés et du Vietnam, ne servirait en rien la cause du Tiers-Monde.

Tels sont les principes sur lesquels repose notre politique extérieure, telles sont les indications que j'ai jugé utile de vous donner, et qui vous guideront, j'en suis persuadé, au cours des travaux de votre réunion, dont l'ordre du jour comporte précisément un point essentiel qui n'est autre que l'évaluation de notre politique extérieure en vue de l'établissement d'un nouveau programme d'action dans le domaine de la diplomatie et de l'activité de l'Algérie sur le plan international.

Il me reste, après ces questions d'ordre général, à vous exposer celles qui vous concernent directement. L'organisation de la diplomatie que nous avons établie a toujours cours. A l'occasion de cette réunion, nous pensons que le moment est venu d'évaluer notre politique diplomatique afin de mieux juger de son efficacité compte tenu de nos intérêts, de nos options, de notre indépendance nationale et de l'intérêt mutuel. Il s'agit en un mot d'estimer à sa juste valeur l'organisation actuelle de nos ambassades à l'extérieur. A vrai dire, cette organisation est incompatible avec l'essor que nous voulons donner à notre diplomatie comme nous l'avons déjà fait dans d'autres domaines. Elle avait en effet été imposée au pays dans des circonstances difficiles. Depuis lors, aucun changement radical n'est intervenu, cela en raison de priorités plus urgentes.

Il nous faut aujourd'hui revoir l'organisation et la structuration même de nos ambassadeurs. L'Algérie a de nombreux représentants à l'étranger qui se doivent d'assumer pleinement la mission qui leur est confiée en tant qu'ambassadeurs de l'Algérie et de sa Révolution.

Ce sera le nouveau rôle de nos représentants à l'extérieur car j'estime que la pluralité des représentations ne peut être que nuisible pour notre pays. C'est pourquoi il est indispensable de doter nos ambassadeurs de large prérogatives susceptibles de leur permettre d'exercer l'autorité dont les a investis l'Etat algérien et d'être les porte-parole de la Révolution.

Quant au rôle de l'ambassadeur, compte tenu de cette future réorganisation, il ne doit pas se cantonner aux simples tâches diplomatiques car de nos jours la diplomatie s'est complètement transformée. Les satellites artificiels, la télévision et les autres moyens rapides de communication ont provoqué une véritable révolution dans l'idée même de la représentation diplomatique. La diplomatie, à notre sens, consiste à établir des relations car il est toujours possible à l'individu de jouer un rôle surtout s'il possède les qualités requises. Son rôle sera d'autant plus important aussi bien sur le plan des rapports personnels que sur celui des relations avec l'Etat auprès duquel il est accrédité.

Aujourd'hui, nous ne pouvons juger de l'activité d'un ambassadeur ou d'une ambassade que sur la base des résultats obtenus notamment dans le domaine des questions économiques, commerciales, techniques et de coopération.

Nous devons, sur cette base, apprécier l'activité de chaque ambassade. Chaque ambassadeur doit évaluer le travail accompli et présenter, au cours de cette réunion, un rapport sur les résultats qu'il a obtenus pour son pays depuis sa nomination.

Nous avons, du reste, procédé de la même manière avec les présidents des APC, des APW, les responsables des sociétés nationales, les ministres, etc.

Nous déterminerons, sur cette base, la raison d'être de toute ambassade et l'objet même de son implantation dans tel ou tel pays ; ce qui facilite d'autant, au Pouvoir révolutionnaire, l'appréciation véritable de son action à l'extérieur.

Pour ce qui est de l'avenir, nous œuvrons de façon à donner des pouvoirs étendus à nos ambassades à l'étranger, qui sont au regard de notre Révolution les seuls représentants, cela est un des aspects de la nouvelle tâche que nous entreprenons.

Il est un autre aspect visant à la réorganisation radicale de l'appareil diplomatique.

Lorsque nous parlons d'un nouvel élan, c'est une révolution qu'il s'agit d'entreprendre dans le corps diplomatique et il faut que ce travail aboutisse.

Si par moments, nous avons préféré ajourner les problèmes, c'est pour être à même de mieux les résoudre lorsque nous nous y consacrons.

De même que nous avons apporté des transformations radicales dans les autres domaines, nous nous devons d'introduire une révolution dans ce secteur, afin de lui donner un nouveau visage. Ceci entraînera un mouvement qui touchera tous ceux qui sont à la tête des ambassades, exception faite de notre ambassadeur au Maroc qui n'a rejoint son poste que depuis quelques mois.

Après cela nous verrons si la nécessité exige que certains ambassadeurs regagnent le pays et s'il faudrait désigner de nouveaux ambassadeurs.

Nous verrons aussi si certains ambassadeurs recevront d'autres affectations. S'il se trouve aussi des jeunes qui soient en mesure d'assumer ces responsabilités, nous leur ouvrirons toutes grandes les portes afin qu'ils puissent apporter un nouveau souffle au corps diplomatique, bien qu'il soit lui-même de création récente. Ces idées sont de nature à créer un renouveau et à donner un nouvel essor à ce secteur.

Nous avons, le 19 Juin, prôné la stabilité qui ne doit en aucun cas signifier stagnation. La véritable communion exige qu'à toute action entreprise à l'intérieur du pays corresponde au niveau de l'extérieur une action similaire. Les questions intérieures doivent autrement dit, trouver leur écho à l'extérieur et ce, dans tous les domaines d'activité.

Dans cette perspective, la transformation, ou plutôt le mouvement envisagé, revêtira un caractère d'entre et touchera tous les secteurs.

Si une telle estimation se fonde sur l'intérêt et l'importance attachés à une ambassade donnée, je suis d'accord là-dessus et il appartient alors, au ministère des Affaires étrangères de présenter au Conseil de la Révolution et au gouvernement un exposé des motifs, comportant une classification, par ordre d'importance, de nos représentations diplomatiques. Mais si cette classification s'inspire parfois de considérations marginales, telles que le climat, ou bien les possibilités locales, je dis franchement qu'il faut réviser notre façon de voir les choses. En tant que frère, et comme j'ai coutume de le faire avec tous les cadres, je vous dis honnêtement que cette classification doit s'établir à partir des seules données de l'intérêt qui nous lie au pays d'accréditation.

Toute autre considération non objective ne saurait être prise en considération. Il est des intérêts matériels, politiques, idéologiques qui doivent entrer d'abord en ligne de compte.

Quelle est en effet, l'ambassade située en un pays européen quelconque et qui soit plus importante que telle ou telle autre située en Afrique ? Le contraire peut-être vrai, car le champ de la lutte, ainsi que nos options nous dictent d'accorder une plus grande audience, à ce qui se passe en Afrique par rapport aux événements ayant l'Europe pour théâtre.

Le choix doit donc s'opérer sur la base de l'intérêt bien compris de notre peuple et de notre Révolution et il se trouve que vous êtes tous des militants mobilisés pour servir la cause de l'Etat et les intérêts de la Révolution.

S'il est nécessaire que celui qui se trouve dans une ambassade en Europe, en Amérique ou ailleurs, doive avoir des activités à Tamanrasset, Tindouf ou Ourgla, il faudra qu'il réponde à l'appel du devoir. Ce mouvement se situe à l'échelle de toutes nos ambassades, sur la base de l'importance, de l'efficacité et de l'intérêt.

Ce peuple pauvre dont vous êtes issus a besoin que vous soyez proches de lui, dans sa vie comme dans ses pensées. A ce propos, je voudrais mentionner la mise en pratique d'une politique d'austérité à l'extérieur. Votre présence à l'étranger fait que seule votre conscience peut vous faire rappeler l'importance de cette politique d'austérité. Le pays met à votre disposition tous les moyens nécessaires à l'accomplissement de votre tâche. Vous vous devez en revanche, de prendre jalousement soin des biens de l'Etat et du peuple.

Il est nécessaire que la politique d'austérité devienne une réalité, car d'appréciables résultats ont été obtenus depuis que nous avons adopté cette position. Il reste à en obtenir d'autres et pour cela, il faut que le cadre algérien exerçant à l'intérieur, comme à l'extérieur, soit convaincu de cette politique.

Outre l'accent mis sur l'austérité, la défense des intérêts de l'Algérie, de sa révolution et du Pouvoir révolutionnaire, il nous faut également insister à l'occasion de notre réunion, sur l'engagement qui ne doit pas être de pure forme, mais au contraire un engagement dans toute l'acception du terme.

Le jour où nous avons pris nos responsabilités historiques nous avons ouvert les portes à tous, sans aucune réserve. Nous avons déclaré que les déviations qui avaient précédé le sursaut du 19 Juin 1965 avaient engendré des situations confuses.

Il est nécessaire, aujourd'hui, de créer de nouvelles conditions objectives qui seront basées en premier lieu sur le travail et la capacité de chacun ainsi que sur les résultats obtenus sans pour autant omettre le principe de l'engagement ; il existe en effet un Pouvoir révolutionnaire qui dirige le pays suivant une politique que nous pensons être on ne peut plus claire, mieux encore une politique suivie par tout le monde et dont je ne veux pour preuve que votre réunion au cours de laquelle vous exprimez vos idées en toute liberté et franchise. Aussi l'engagement est-il de rigueur, s'agissant de nos ambassadeurs accrédités à l'étranger, cet engagement doit être total. J'ai déjà parlé de la défense, de l'intérêt supérieur de l'Etat et de la révolution. Vous êtes les représentants de l'Etat mais en même temps les soldats et les militants de la révolution. Aussi vous faut-il agir non, en simples ambassadeurs ou diplomates, mais également en soldats et militants, jaloux des intérêts du pays et de la continuité de la révolution.

Voilà les grandes lignes de la transformation qui interviendra dans le corps diplomatique et dont l'impact sera très important sur l'avenir de cette institution de création récente.

Cette réunion appelée à adopter les décisions qui s'imposent devra être le point de départ d'un renouveau dans l'action diplomatique aussi bien sur le plan des méthodes de travail que sur celui de la sauvegarde des intérêts de l'Etat, de la défense de la Révolution, de l'engagement politique et de la coordination des efforts entrepris à l'intérieur et à l'extérieur du pays, car le combat est un. Ce qui est entrepris par vos frères cadres sur le plan interne doit être consolidé et complété par votre action sur le plan externe. Notre combat consiste à délivrer notre pays d'une situation caractérisée par la misère, la pauvreté, l'ignorance et le sous-développement hérités du colonialisme. Il consiste dans le même temps à créer une nouvelle situation d'où seraient bannis les maux légués par la domination étrangère. C'est

un combat qu'il nous faut entreprendre et dont il nous faut sortir victorieux. Car, après ces longues années d'efforts gigantesques et continus déployés dans le pays par les cadres à tous les niveaux, avec l'appui de notre peuple nous pouvons dire avec une fierté légitime, que les conditions du succès sont réunies.

Je souhaite plein succès à vos travaux et formule également le vœu pour que votre réunion suscite une véritable Révolution et un nouvel élan dans le domaine de l'action diplomatique.
